

Maîtrise de la masse salariale

L'autre grand défi du gouvernement

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Parmi les principaux chantiers annoncés par le Premier ministre, Franck-Emmanuel Isoze Ngondet, lors de sa Déclaration de politique générale devant les députés jeudi, l'efficacité de la dépense publique figure en bonne place. C'est dans ce cadre qu'il a noté la nécessité, en vue de réduire le train de vie de l'Etat, d'engager des réformes dont celles visant la maîtrise de la masse salariale déjà décriée par certains partenaires.

TOUT le monde s'accorde pour dire que le programme de politique générale du gouvernement Isoze Ngondet présenté à l'Assemblée nationale, jeudi, avait davantage une tonalité économique et financière. Ce qui somme toute paraît normal, au regard de la crise qui secoue

le Gabon, à l'instar des autres pays pétroliers, surtout ceux de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

La conjoncture actuelle exige du gouvernement la réadaptation de ces politiques sectorielles. C'est donc fort de cela que le Premier ministre et son gouvernement entendent mettre en place une politique budgétaire efficace. "On ne saurait entrevoir une politique budgétaire efficace sans maîtrise de la masse salariale", a reconnu le chef du gouvernement devant les députés. Non sans souligner que "le retour au respect des critères de la Cémac est un impératif du gouvernement". Voilà pourquoi le gouvernement entend veiller à contenir la masse salariale, tout en rendant cet objectif compatible avec ses objectifs de développement. On sait que la masse salariale du Gabon fait partie des postes importants des

dépenses de l'Etat aujourd'hui. D'aucuns l'évaluent aujourd'hui à plus de 710 milliards de Francs CFA.

Et le locataire de l'Immeuble du 2-Décembre d'ajouter : "différentes pistes sont à explorer, parmi lesquelles il pourrait s'agir de procéder aux départs systématiques des personnes ayant atteint l'âge limite de la retraite ; de finaliser le programme des départs volontaires à la retraite ; et d'autres à débattre avec le Parlement très vite".

Toutefois, Franck-Emmanuel Isoze Ngondet a dit que dans cette tâche, "le gouvernement s'est fait accompagner par des organismes reconnus". Pensant à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI).

Beaucoup se souviennent de ce qu'une opération de départs volontaires à la retraite avait été initiée lors du premier mandat du président Ali Bongo Ondimba. C'est donc le lieu d'en de-



Photo : D.R

Pour des raisons d'efficacité, le Premier ministre Franck-Emmanuel Isoze Ngondet et son équipe gagneraient à mener les réformes dans la transparence.

mander les résultats afin d'apprécier son efficacité. Puisque jusqu'à la fin dudit mandat présidentiel, les gouvernements précédents n'avaient pas communiqué dessus. Au point de conduire les uns et les autres à croire que l'opération a été tout simplement un échec. Voilà pourquoi certains doutent déjà de l'efficacité d'une telle mesure.

Dans tous les cas, la maîtrise de la masse salariale, dans un contexte de crise, est une nécessité absolue. Un véritable chantier. C'est par rapport à cela que beaucoup estiment important de soigner la manière de mener les réformes y relatives. Notamment en ce qui concerne le partenariat avec la Banque mondiale et FMI. A ce niveau, plusieurs interrogations demeurent.

Ira-t-on jusqu'à solliciter un programme auprès du FMI ? Si oui, quel en sera le prix, quand on sait le caractère contraignant des consignes du Fonds ? D'un autre côté, on se demande si au stade actuel des choses, le FMI peut constituer un passage obligé pour maintenir la fiabilité de nos finances publiques. Dans tous les cas, sur ce chantier, le gouvernement gagnerait à être un peu plus transparent. Sinon, des interprétations iront dans tous les sens. Déjà, certains estiment que les agents de l'Etat peuvent avoir des inquiétudes à se faire. Quelques-uns de leurs acquis pourraient être touchés. Si telle était l'option du gouvernement, le plus important, à nos yeux, reste de savoir comment faire avaler la pilule sans provoquer trop de dégâts.

"La crise est là ! Elle est dure", a récemment avoué, avec courage, le ministre de l'Economie...